

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 407

Artikel: Argentine : l'armée veille sur les intérêts suisses
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018677>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

contrôle et quels peuvent être les moyens de contrôler des sociétés d'une telle dimension ? Imagine-t-on trouver le moyen de porter un regard compétent et critique sur des entreprises qui gèrent aujourd'hui des montants supérieurs au double du PNB helvétique (le total du bilan des banques a passé de 111 milliards de francs en 1966 à 323 milliards en 1975, celui des « grandes banques » de 37 milliards à 147 milliards pour la même période) ? Le formidable éclatement de la puissance bancaire dans notre pays et l'extraordinaire importance du pouvoir économique et politique des banquiers ne sont-ils pas à l'origine directe de ces « rapports d'orgueil qu'ils entretiennent avec la collectivité nationale » (DP 405) ? Si oui, n'est-ce pas à cette stature colossale des grandes banques qu'il faut s'attaquer, cette stature qui en fait des institutions à proprement parler incontrôlables, même pour leurs propres responsables (la preuve !) ? Ces questions sont posées.

Argentine : l'armée veille sur les intérêts suisses

« Le Monde », 10 mai dernier : « Les évêques argentins ont exprimé le 7 mai leur « sérieuse inquiétude » devant « les nombreuses disparitions et enlèvements » enregistrés dans le pays. Ces disparitions, déclarent les prélats, « sont fréquemment dénoncées sans qu'aucune autorité puisse répondre aux demandes qui sont formulées ». Cet état de fait, estiment-ils, pourrait signifier que le gouvernement « n'a pas encore réussi à monopoliser l'usage de la force (...) Il y a peu de temps, l'armée affirmait avoir quasiment anéanti la guérilla urbaine qui sévit en Argentine depuis 1970. En 1977, la guérilla de gauche a revendiqué de nombreux assassinats et enlèvements d'officiers, d'hommes d'affaires, de diplomates et de personnalités politiques ».

« Le Monde », 26 avril dernier : (...) « Cinq cents personnes soupçonnées de subversion, de crimes

économiques ou de complicité avec des éléments subversifs, ont été emprisonnées, sans comparaître devant un juge d'instruction, en Argentine, au cours des quinze derniers jours a annoncé le 23 avril le Ministère de l'intérieur argentin. Mis « à la disposition de l'exécutif », les prisonniers peuvent rester détenus indéfiniment sans passer en jugement ».

Les dépêches concernant la crise politique, économique, sociale et morale que subit l'Argentine (plus de mille cinq cents morts en 1976), à l'instar de la quasi-totalité du sous-continent latino-américain, se multiplient. Il faut admettre que ces nouvelles laissent la plupart des Suisses indifférents.

Une base suisse dans le tiers monde

A l'heure où il est beaucoup question du crédit de la Suisse à l'étranger, la violence, les violations systématiques des droits de l'homme en Argentine ont pourtant de quoi nous intéresser au premier chef : il se trouve en effet que ce pays est l'une des bases les plus importantes de l'engagement économique helvétique dans le tiers monde; en Amérique latine, cette présence suisse n'est plus dense que dans le seul Brésil.

Quelques précisions. Même s'il a reculé ces dernières années, le commerce suisse avec l'Argentine demeure considérable : 115,4 millions de francs d'importations en 1976 et 176,4 millions d'exportations. On ne connaît pas exactement l'importance des investissements suisses directs, mais il n'est guère de multinationales helvétiques qui n'aient une succursale, un point de vente ou une filiale à Buenos-Aires où, naturellement, les trois « grandes » banques suisses ont leur agent. Des exemples :

— Usines Nestlé Saavedra, Magdalena, Nogoya, Villa Nueva, Firmat, El Talar.

— Brown Boveri : Compania Sudamericana de Electricidad S.A., Buenos-Aires.

— Ascensores Schindler Argentina, Buenos-Aires.

— Sulzer : Sulzer Hermanos, Buenos-Aires; Taleres Coghlan, Buenos-Aires.

— Bührlé : Elektrodos Oerlikon Argentina, Buenos-Aires; Fabrica Argentina de Engranajes, Buenos-Aires; Belluci y Cia, Buenos-Aires.

— Swissair : restaurant de luxe.

Les opérations publicitaires (orchestrées par le bureau Farner) et mensongères ne devraient tromper personne : l'industrie suisse est partie prenante d'un climat de terreur en Argentine.

Voyez par exemple Motor Columbus. La firme de Baden était jusqu'ici toute-puissante (par l'intermédiaire de la Société suisse-américaine d'Electricité de Zoug) à la Compania italo-argentina de Electricidad (CIAE) qui collabore avec l'entreprise d'Etat Segba à l'approvisionnement de Buenos-Aires en électricité.

Quelle est la situation dans ces sociétés ?

La toile de fond. Il faut rappeler tout d'abord que, d'après les calculs de la SBS, ce sont les travailleurs de Buenos-Aires, en comparaison de leurs collègues de quarante villes différentes, qui doivent travailler le plus — et de loin ! — pour satisfaire leurs besoins, soit seize heures par jour (trois à Zurich).

Six ans de prison pour les grévistes

L'actualité. Dans toutes les entreprises électriques de Buenos-Aires se succèdent grèves et manifestations (une loi menace les grévistes de six ans de prison) depuis octobre à la suite du licenciement de deux cents ouvriers. En janvier, la dictature militaire faisait passer le travail hebdomadaire de trente-cinq à quarante-deux heures, sans compensation de salaire (plus de travail secondaire pour les ouvriers) : mesures de rationalisation administrative !

Et pendant ce temps-là, Motor Columbus mobilise les instances compétentes de la Confédération pour imposer au gouvernement argentin une compensation financière avantageuse à une nationalisation de la CIAE déjà décidée en 1974...